

DEVELOPPER L'IRRIGATION DANS UN CONTEXTE DE DEREGULATION FONCIERE ET DE FAIBLESSE DES RESSOURCES PUBLIQUES

- 1. LDN et accès aux terres irrigables**
- 2. De la sécurisation pour la gestion des
ressources en terre et en eau**
- 3. Expériences et arrangements dans l'irrigation
privée PPP vs IPG**

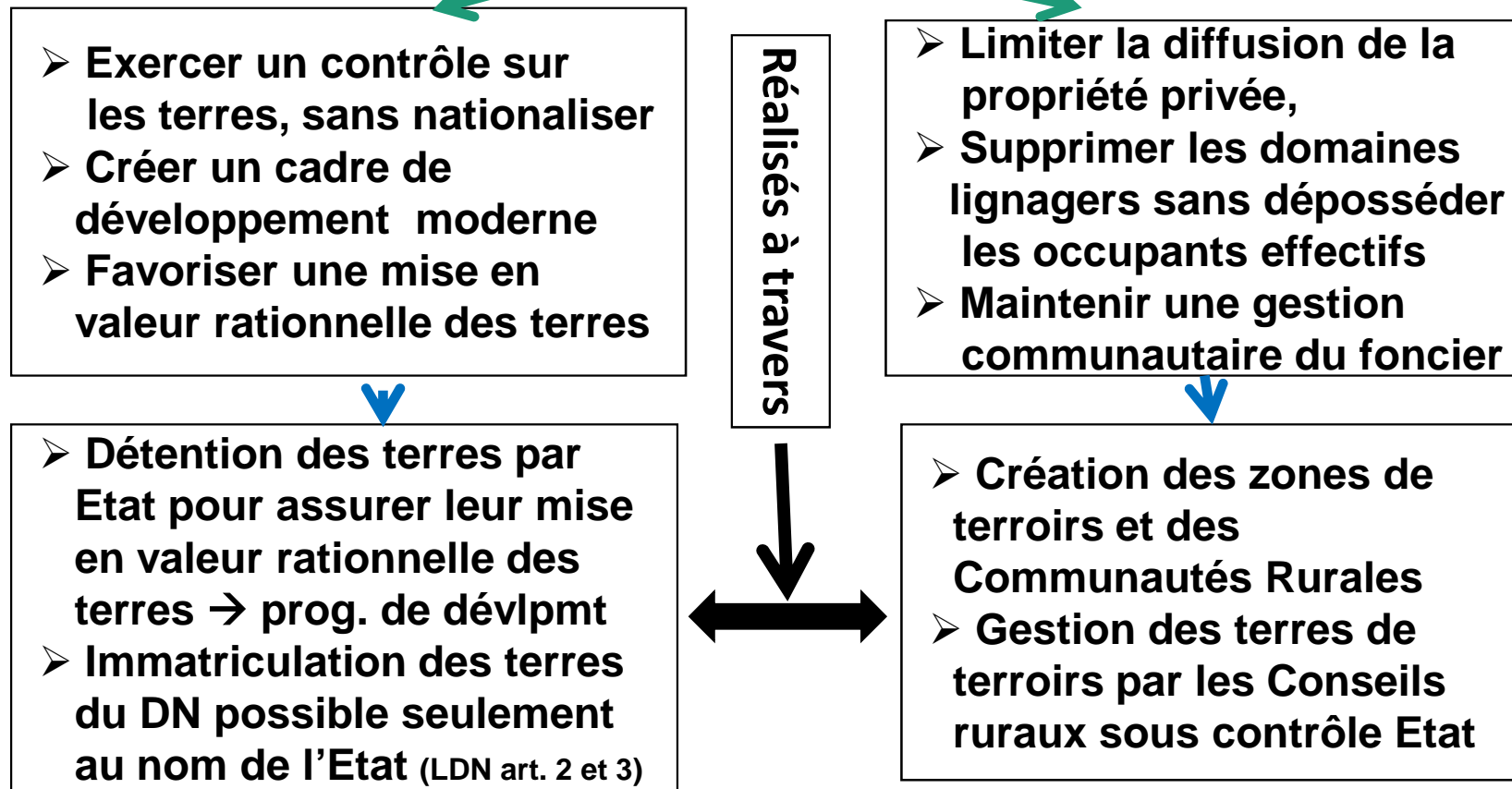
Retour et questionnements

LDN et accès aux terres irrigables

- **Rappel des objectifs majeurs de la Loi sur le domaine national**
- **Des modalités différentes à la terre irrigable selon les acteurs et les zones**
- **Désengagement et dérégulation**
- **Politiques et mécanismes favorables aux compromis et arrangements fonciers**

Rappel des objectifs de la LDN

Simplifier régime des terres, maîtriser le sol par l'Etat, mettre en œuvre les program. de dévelpmt, favoriser dévelpmt endogène



LDN et accès aux terres irrigables

Des modalités différentes // acteurs et les zones

Zones des terroirs / CR

Terres irrigables ou non

Conditions d'affectation

- Faire demande (seul/ groupé)
- Etre membre(s) de la CL
- Avoir capacité mise en valeur (seul ou avec famille)

Conditions désaffectation

- Demande/dissolution
- Insuffisance mise en valeur
- Cessation exploitat° en FVD
- Décès (héritage sous condit°)
- Utilité publique (Etat)
- Intérêt général (CL)

Indem

Implications

- Gratuité de la terre
- Exclusivité accès foncier à la CL
- Exploitation en FVD

Nature des droits

- Droit d'usage
 - Inaliénable
 - Incessible
 - Intransmissible

Des pratiques bien différentes

Zone pionnière

Delta 1965 Dagana 1972

Terres irrigables (alluviales)

Contrôle foncier SAED
Aménagements (GA, AI)
Gestion AHA
Encadrement product.
Appui amont/aval
Contrat avec OP

Dans la Vallée (PIV)

Site: concertat° villageois/
propriétaires trad.
Gpmt Villageois volontariat
Appui tech. SAED + GMP
Partage parcelle et gestion GV

LDN et accès aux terres irrigables

Désengagement et dérégulation dans un contexte de faible encadrement de la LDN


P.A.S et libéralisation à partir 1980

- Désengagement Etat/SAED
 - Reversement zones pionnières 1987
 - ☞ Mise en eau Dama 1986
 - ☞ VFS Création CR en 1980 et pas de prérogatives foncières → 1987
- ⇒ Ruée sur les terres du Delta : *AHA sommaires, spéculation-marquage foncier, irrigation itinérante, etc.* (PDVAS, 1995)

**Dans
un
con-
texte**

Faiblesse des mesures d'accompagnement de la LDN et des CL

- Des lacunes dans la LDN (mise en valeur, membre)
- Pas de procédures encadrées pour application
- Absence de désaffectation (*pbx techniques, clientélisme politique, parenté, etc.*)
- Absences d'outils et de mesures conservatoires
- Pbx formation, de RH et financières des CL



OPF	Sup Aff ha	Nb GIE	Nb pers.
UGIED	17.000	303	2.124
ASESCAW	16.000	744	20.221
UGEN	13.200	800	8.000
AFEGIED	10.000	470	nd
Total	56.200	2.317	(30.645)

Malgré tout:

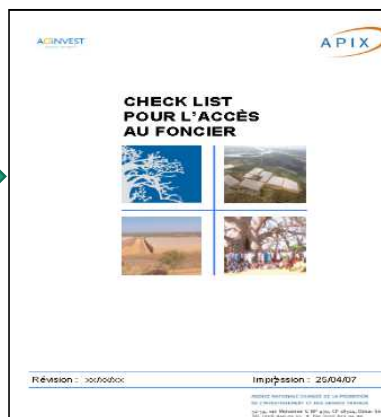
- *Renforcement du libéralisme et des options en faveur de l'irrigation*
- *Ouverture à l'investissement privé*
- *Diverses mesures incitatives*
- *Procédures qui jurent avec les dispositions LDN*

LDN et accès aux terres irrigables

Des politiques et mécanismes favorables aux compromis et arrangements fonciers

APIX en 2000

**Vademecum
pour accès
au foncier
2007**



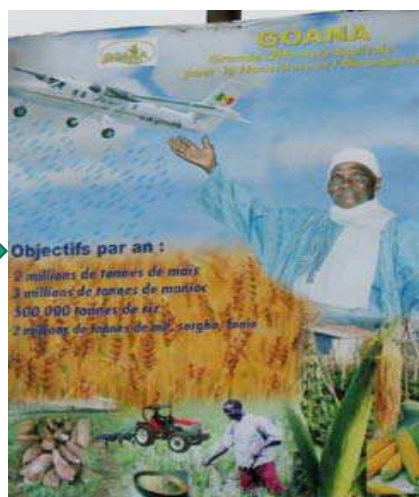
Guide et conseils en 10 points

À savoir... pour mutation en bail et achat TF : textes légaux considérés comme périmés et nouvelles dispositions légales pas encore validées par décret, le Chef du service des Impôts et Domaines a la possibilité de réaliser la transaction en fixant le prix du m2 par négociation.

Incitations fiscales fortes (Loi 2008-45)

- Exonération TVA et douanes matériel agricole et intrants
- Exonération impôts sur les revenus générés par l'exploitation (limite de 5 ans)
- Possibilité transfert des revenus hors du Sénégal

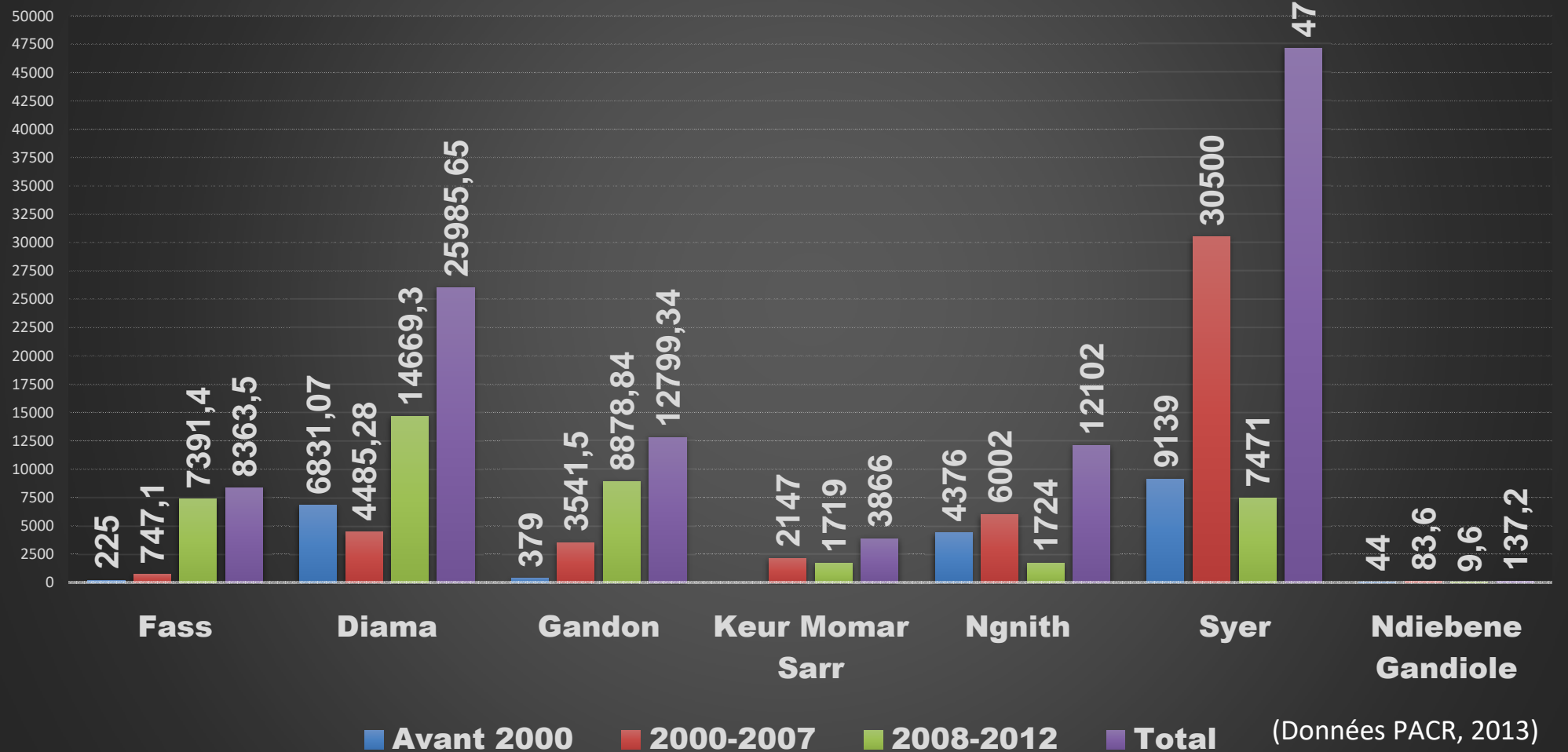
**GOANA
2008**



Invitation des CR à affecter des terres aux investisseurs et porteurs de projets (lettre du M.A)

Développement arrangements fonciers entre CR- Populations et investisseurs => des entrées différentes

Superficies (ha) affectées dans les CR de Diama, Fass, Gandon, K M. SARR, Mbane, Ndiebene, Ngnith et Syer



De la sécurisation pour la gestion des ressources en terre et en eau : outils et mécanismes

- **Le plan d'occupation et d'affectation des sols (POAS)**
- **Le système d'informations foncières (SIF)**
- **La charte du domaine irrigué (CDI)**

De la sécurisation pour la gestion des ressources en terre et en eau : outils et mécanismes

Le POAS: sécurisation par l'optimisation de l'usage des ressources du territoire

Contexte initial (fin années 90)

- Renforcement de la décentralisation (↗ compétences CL, 1996)
- Effets négatifs de la dérégulation foncière dans le Delta
- Progression du front irrigué et accroissement des conflits

Objectifs

- Renforcer capacités et légitimité des CL pour la gestion de leur territoire
- Organiser l'occupation du territoire et réguler les différents usages des ressources
- Réduire / gérer les conflits d'usage et entre usagers
- Mettre à disposition des informations, connaissances et un outil dédié

De la sécurisation pour la gestion des ressources en terre et en eau : outils et mécanismes

Le POAS: sécurisation par l'optimisation de l'usage des ressources du territoire

Une approche innovante dans le contexte de la VFS: CL/Pop/Appuis techniques

- Cadre partenarial, clarification rôles/responsabilités de parties
- CL maître d'ouvrage
- Démarche participative, inclusive et itérative

Fourniture informations - Renforcement des capacités

Cadres de concertations
Diagnostics

Cartographie de l'occupation du sol

Définition concertée zones d'usage prioritaires des RN

Accords sur règles locales de gestion espace et RN

Approbation
Mise en œuvre
Dispositif suivi

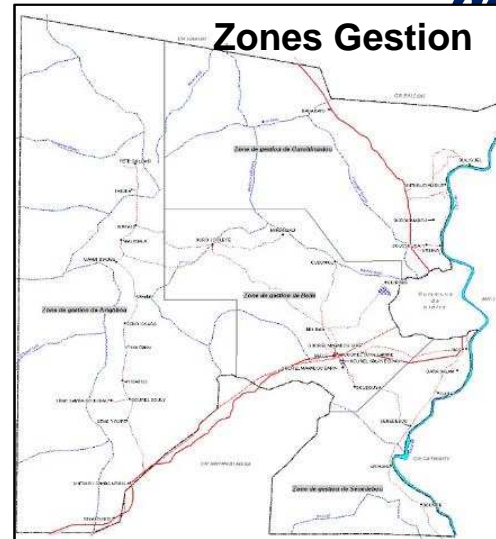
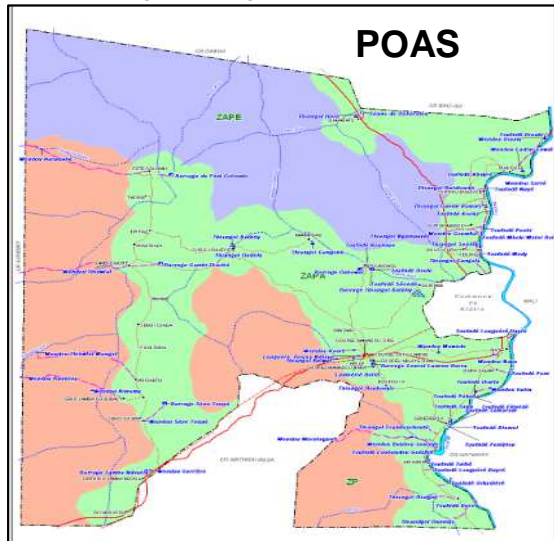
Clarification de la situation foncière

Intégration des différents systèmes de production au sein du territoire

Renforcement démocratie locale

De la sécurisation pour la gestion des ressources en terre et en eau : outils et mécanismes

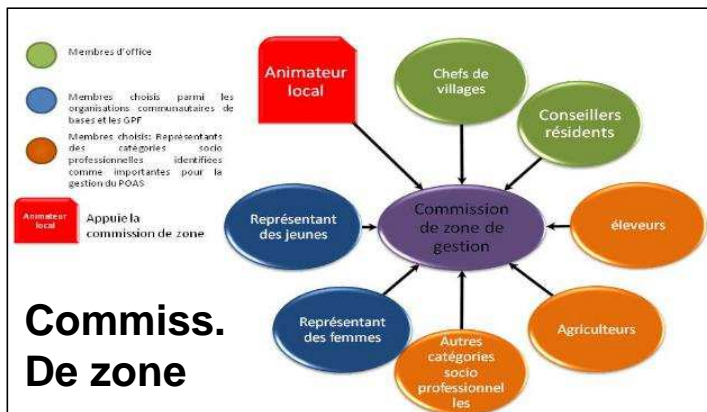
BELLE (Bakel)



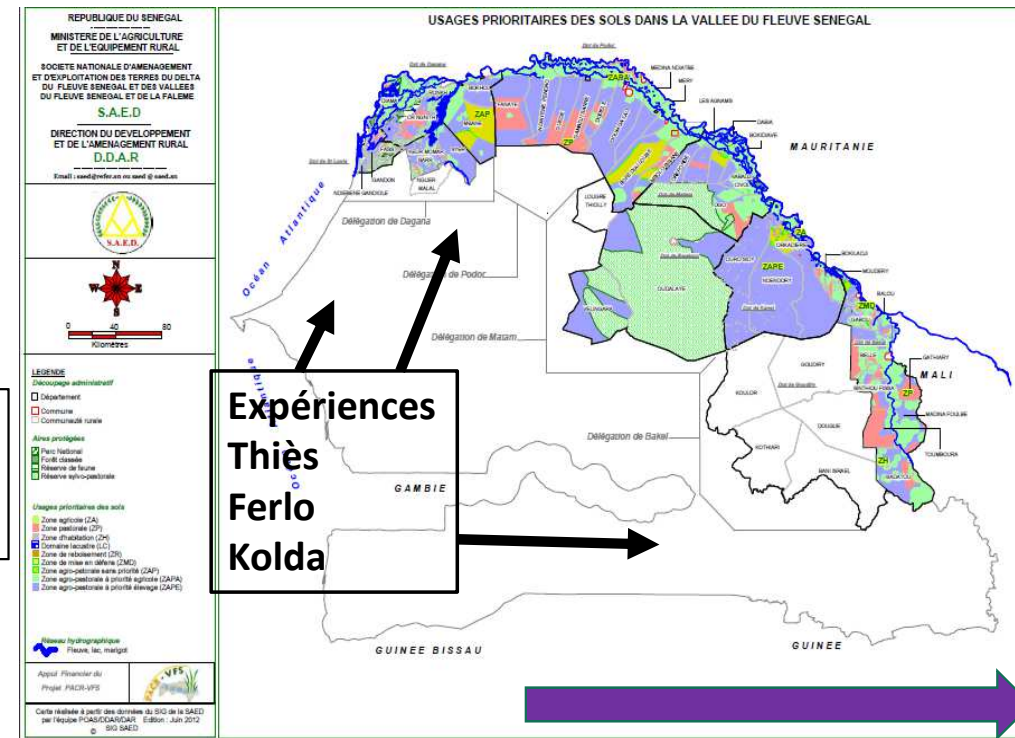
Le POAS: sécurisation par l'optimisation de l'usage des ressources du territoire

Des règles ...

Des investissements et équipements selon cas ...



Généralisation à toute la RG



De la sécurisation pour la gestion des ressources en terre et en eau : outils et mécanismes

Le SIF : sécurisation par la maîtrise de l'information foncière

Système d'informations foncières conçu avec la CL pour :

- combler les lacunes de la LDN (dossier et registre fonciers, procédure)
- maîtriser l'information foncière, la rendre traçable, l'archiver
- sécuriser l'affectataire et mieux évaluer le potentiel foncier

Formaliser procédure affectation

- Définir/décrire les étapes
- Documenter chaque étape
- Manuel de procédure

Former élus et acteurs locaux clés

Renforcer compétences CL par élargissement Comm. Domaniale

SIF Manuel

Liasse foncière

- ☛ De la demande au PV d'installation de l'affectataire

SIF informatisé

Base de données alpha-num. (élémts SIF manuel)

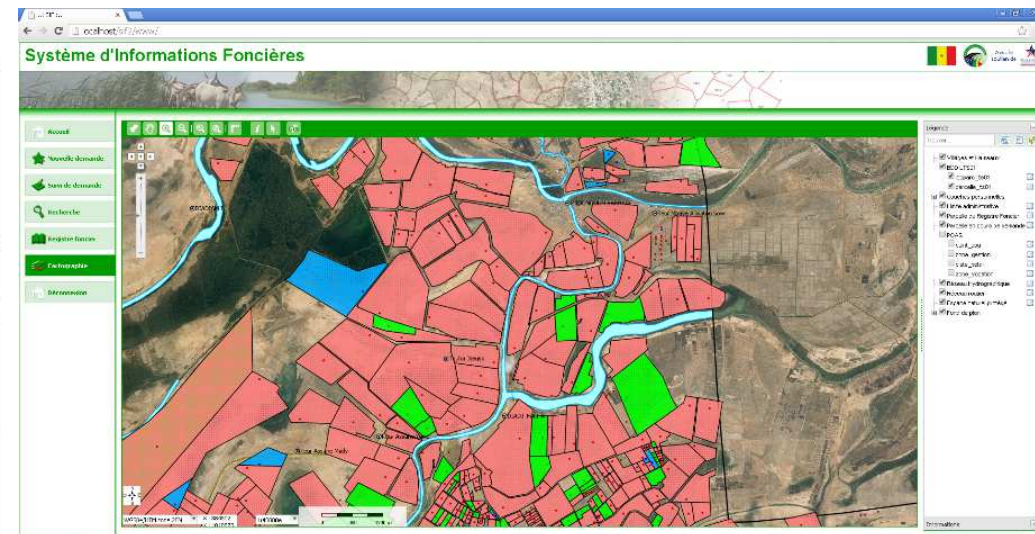
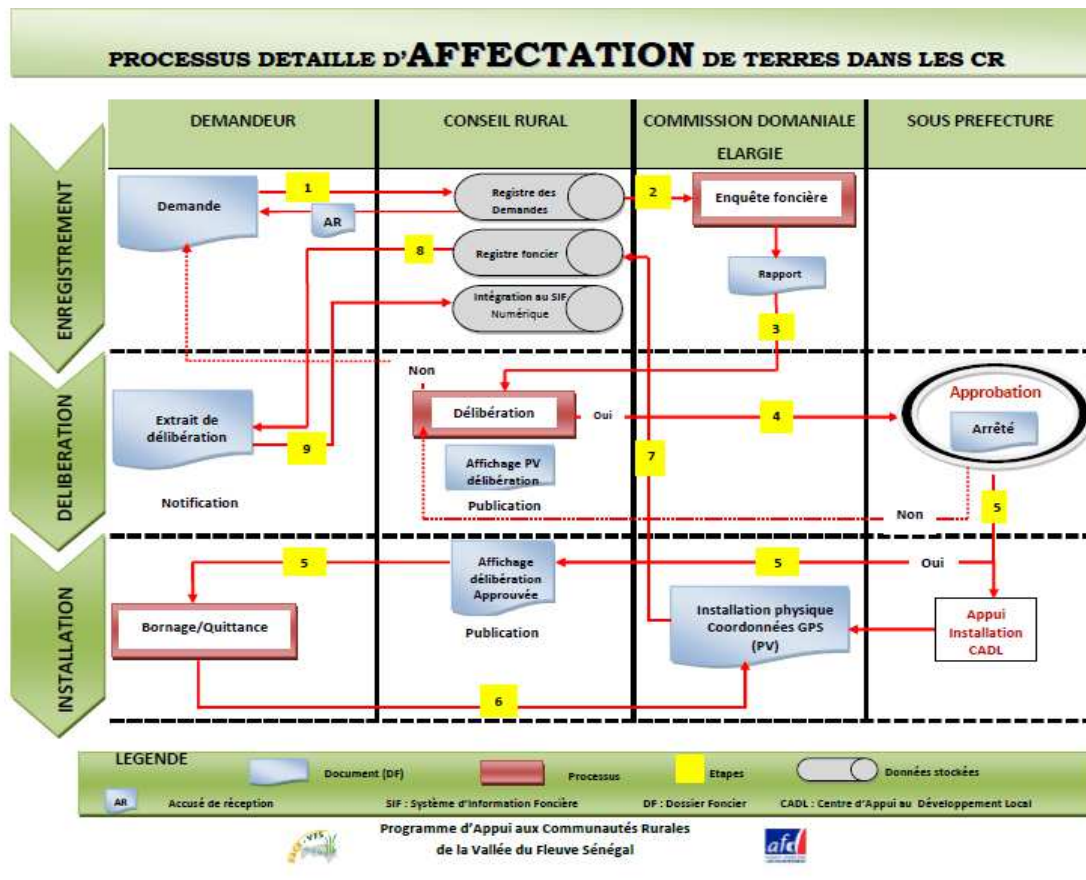
+

Système d'information géographique

Système d'information et d'administration foncières maîtrisable par la collectivité locale

De la sécurisation pour la gestion des ressources en terre et en eau : outils et mécanismes

Le SIF : sécurisation par la maîtrise de l'information foncière



De la sécurisation pour la gestion des ressources en terre et en eau : outils et mécanismes

La CDI : sécurisation par le cadrage : normes et engagements contractuels

Concertations animées par la SAED sur toute la rive gauche, au terme desquelles:

- définition de la notion de terre irrigable (**mais attention**)
- des conditions d'exploitation des terres
- des normes de mise en valeur (=> comble des lacunes de la LDN)

☛ Objectifs

Sécurisation des
ressources (terre/eau)

Optimisation mise
en valeur

Gestion rationnelle
et durable

☛ Modalités

Engagement contractuel tripartite : CL – Etat (SAED) - Attributaire

De la sécurisation pour la gestion des ressources en terre et en eau : outils et mécanismes

La CDI : sécurisation par le cadrage, normes et engagements contractuels

En amont: engagement Etat / CL

Conseil rural

- Conformer ses affectations aux dispositions de la CDI
- Faire signer « l'engagement de l'attributaire » avant la décision d'affectation
- Désaffecter les terres en cas de non respect de la CDI

Etat (SAED)

- Assurer un suivi régulier de la qualité des eaux et des sol et prendre les mesures de sauvegarde en cas de nécessité
- Garantir l'approvisionnement permanent en eau d'irrigation pour les usagers respectant CDI
- Mettre en place les infrastructures structurants dans les zones sous équipées ou non équipées

Toutes les parties

- Reconnaître la qualité d'une mise en valeur qu'aux conditions de la CDI
- Intervenir sur le domaine irrigué dans le respect strict des dispositions des POAS existants
- Respecter les normes environnementales

De la sécurisation pour la gestion des ressources en terre et en eau : outils et mécanismes

La CDI : sécurisation par le cadrage, normes et engagements contractuels

En aval: engagement attributaire

Etudes techniques

- Disposer dossier technique AHA (approuvé SAED) et activités prévues
- Ne pas gêner accès à l'eau pour autres usagers
- Accepter vérification SAED conformité travaux / plan

Mise en valeur

- AHA public : $IC \geq 1$
- AHA privé : mise en valeur superficie en 5 ans et au moins moitié en 3 ans

Redevances

- Acquitter redevance OMVS
- Connecter émissaire drainage
- Réaliser réseau drainage
- Acquitter redevance FoMAED



Expériences et arrangements dans l'irrigation privée

PPP vs IPG

- **Projet de partenariats rizicoles dans le Delta (3PRD)**
- **West Arican Farm (WAF)**
- **Société de Culture Légumière (SCL)**



Expériences et arrangements dans l'irrigation privée

PPP vs IPG

3PRD

Projet de partenariat Public – Privé

- Projet à coûts et responsabilités partagés : Etat /Opérateurs privés
- Production rizicole : 4 types d'exploitation ajd. (5 à 50 ha)
- Contrat tripartite SAED-CL-Attributaire
- Contractualisation par Cahier de charges
- Appui institutionnel au différents acteurs de la filière rizicole

ETAT (aménagements structurants)

- Curage et endiguement adducteur (Gorom aval)
- Adducteurs et collecteurs secondaires
- Piste d'accès et de circulation
- Réseau électrique pour électropompes
- Station de pompage et de drainage
- Plan de gestion environnemental et social



Expériences et arrangements dans l'irrigation privée

PPP vs IPG

3PRD

Une procédure sélection

Formulaire demande

- Identité
- Famille
- Expérience
- « Capital » foncier
- Moyens
- Capacités financières
- Etc.

Dossier projet

(différencié selon exploitation)

- Exploitation envisagée
- Statut juridique
- Investissements prévus
- Objectifs mise en valeur
- Plan financement
- Etc.

Comité sélection demandes

- Commune
- SAED
- CNCAS
- UGIED et Union producteurs

Comité technique évaluation demandes

- SAED
- Commune
- Union producteurs

*Rôle conseil technique
pour le Comité de sélection*



Expériences et arrangements dans l'irrigation privée

PPP vs IPG

3PRD

Les engagements

Collectivité locale

- Désaffectation du site et mise à disposition du projet
- Affectation après travaux aux conditions du cahier de CH
- Désaffectation si non respect du CH

Attributaire

- Signer la CDI
- Prise en charge coût AHA terminal
- Mise en valeur riz avec IC de 1,7, rdmt moyen 7 t/ha
- Remboursement CNCAS en priorité
- Paiement de toutes les charges (maintenance, coût hydraul., comité usager)
- Non remboursement par SAED coût AHA terminal
- Respect règles fonctionnement de l'AHA et des équipements et ouvrages structurants
- Adhérer ou contracter avec les CGER
- Respect normes environnementales

Types Exploitat°	Taux subvent°	Apport FCFA
5 ha	95%	700.000
10 ha	85%	3.500.000
25 ha	75%	13.000.000
50 ha	40%	62.000.000



Expériences et arrangements dans l'irrigation privée

PPP vs IPG

WAF

Projet dans la Commune de Ngnith
Investisseurs Sud Africain et Anglais
Production légumes pour export / irrig. pivots

Le foncier irrigué, porte d'entrée d'un modèle de Partenariat Privé-Populations

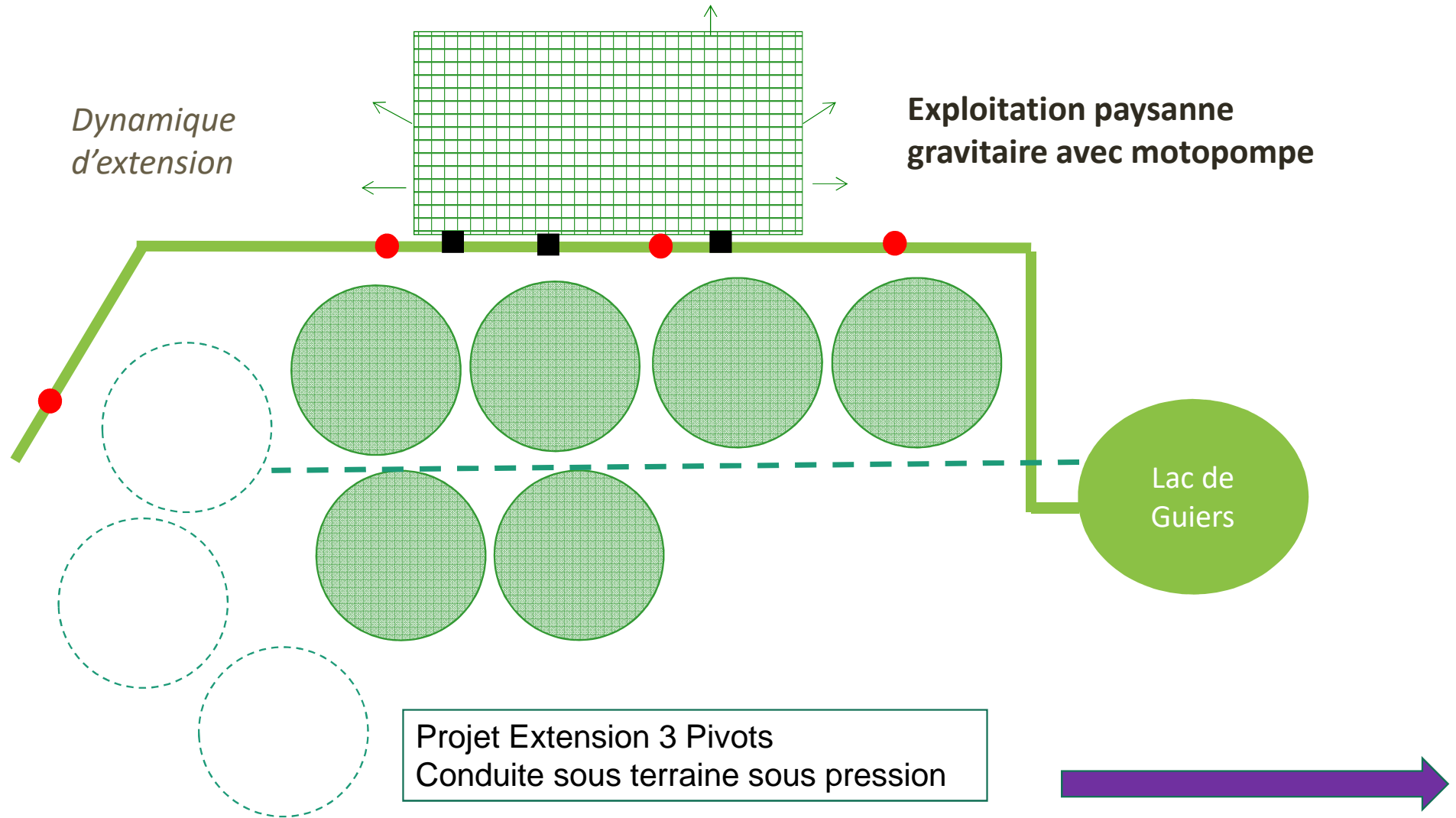
- Accès au foncier: Intermédiaire villageois-Population-CR
- Contrat « Convention stratégique » signée WAF/CR/Sous Préfet 01/04/20011
- Principe « gagnant-gagnant » (?)
- 200 ha attribués / en compensation, 200 ha aménagés sommairement pour les populations (Yamane)
- Partage d'un point d'eau commun: canal de 7 km depuis Lac de Guiers
- Contribution au budget de la CR + diverses actions socio-économiques (RSE ?)

- Ajd. besoin extension de l'investisseur (300 ha)
- Ressources canal insuffisantes
- Risques de tensions
- Projet canal enterré



Schéma du modèle WAF

Exploitation agro-industrielle sous pivot
(mise en culture 2 ans avant la partie paysanne)



Expériences et arrangements dans l'irrigation privée

PPP vs IPG

SCL

Projet de culture légumière pour l'export (Roy. Unis)
Irrigation pivot et goutte à goutte

Accès au foncier: diverses entrées

- Un intermédiaire foncier
- Négociations avec « détenteur de terres », affectataires ou Commune
- Validation par Commune
 - Recours aussi à la location

Projet multi-sites : extension au gré des opportunités foncières

- 600 ha à Diama dont 300 sur PDIDAS; 300 en exploitation
- 100 ha à Savoigne mais 300 ha exploités dont 200 en location
- 900 ha (zone extension) 300 ha en production



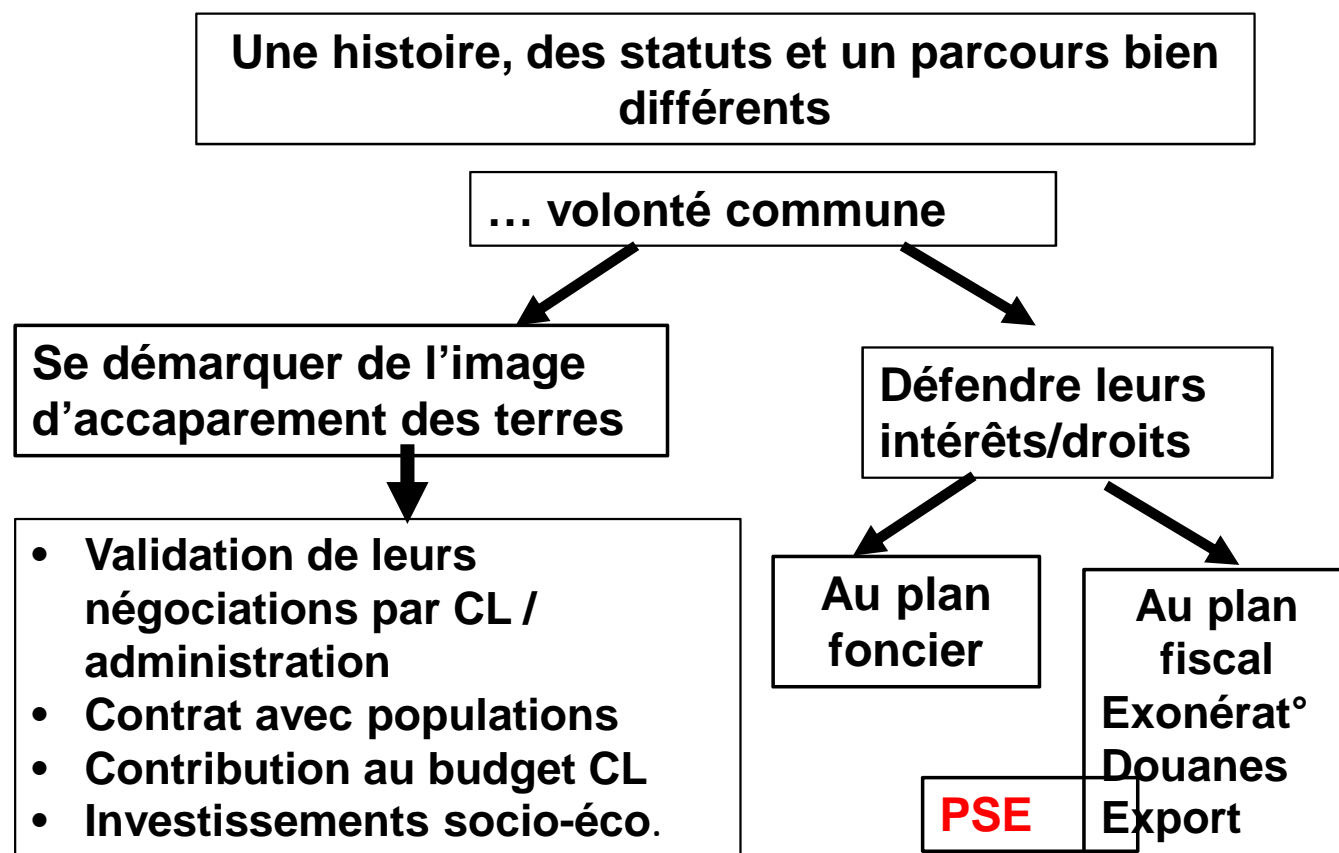
Expériences et arrangements dans l'irrigation privée PPP vs IPG

Vallagri

Association des agro-industriels

Regroupement de 9 « IPG » en association de droit sénégalais

- CSS
- GDS
- SOCAS
- CNT
- VITAL
- WAF
- SCL
- CASL
- Laiterie du Berger



Retours et questionnements

Les chemins du foncier

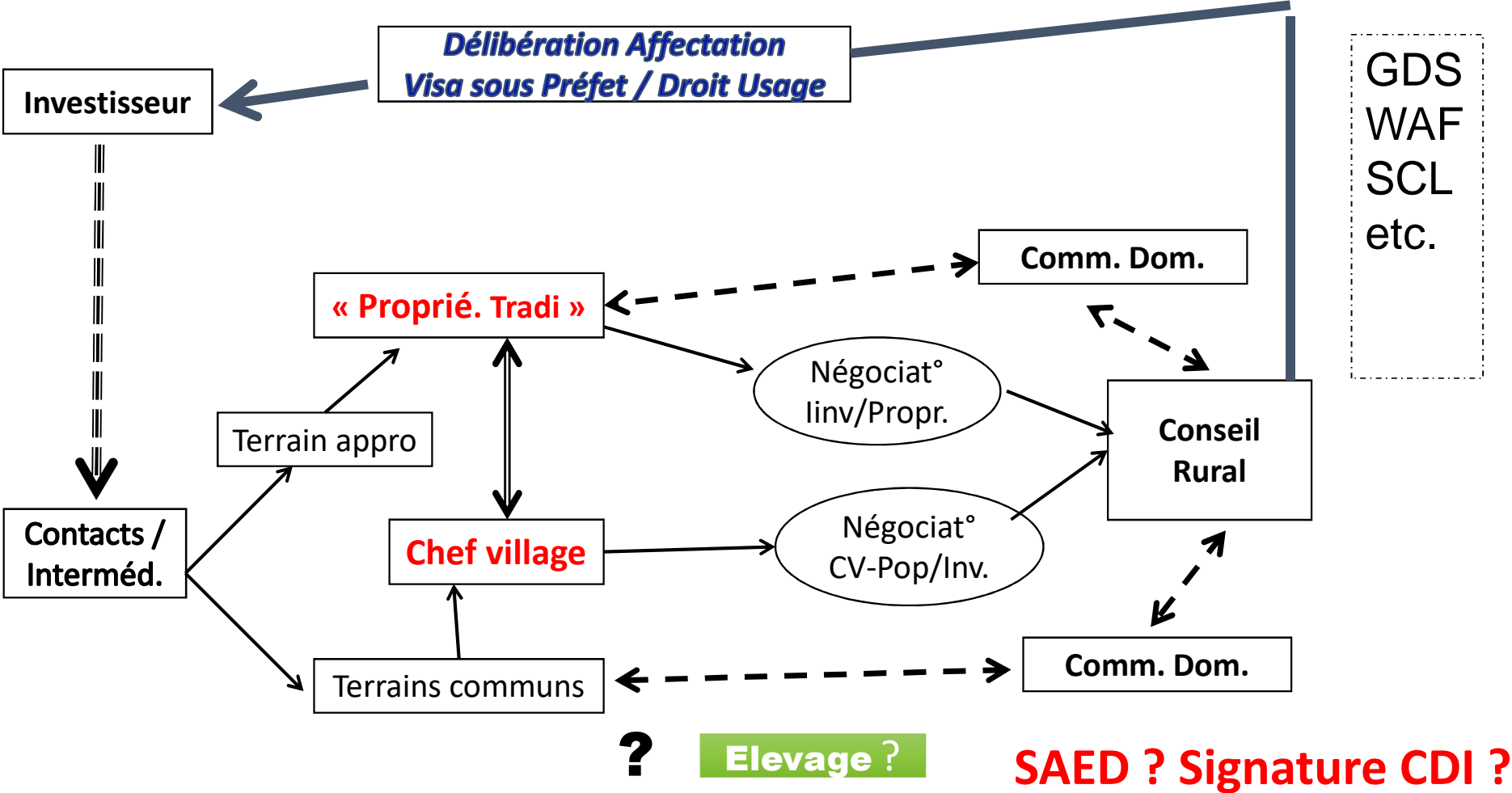
La Commune

Sécurisation: pouvoir des acteurs et effectivité des outils

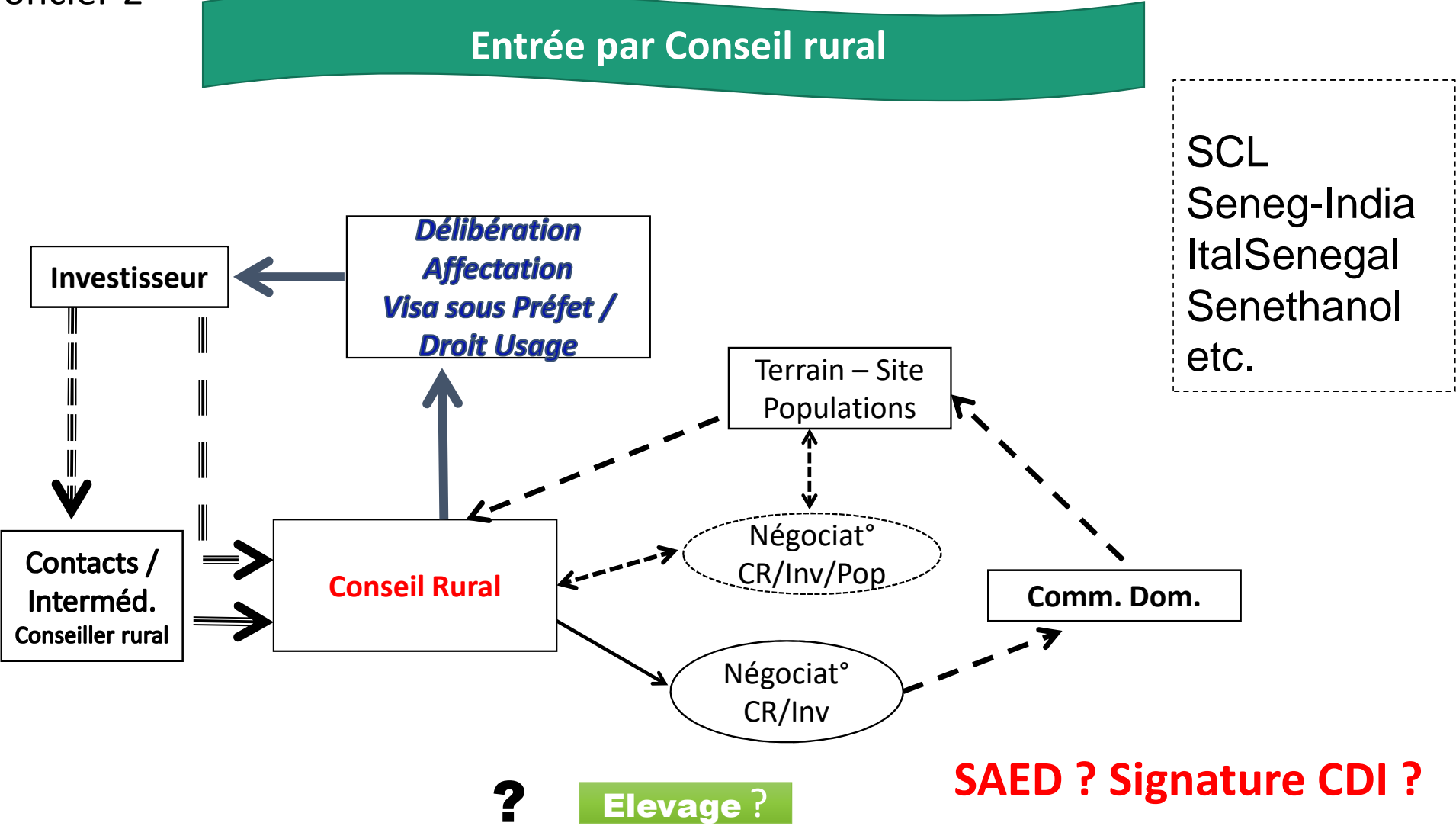
OLAC: vers une nouvelle dérégulation

Chemin du foncier 1

Entrée par villageois/village(s)



Chemin du foncier 2



- **L'accès au foncier: une des clés de voute actuelle du développement de l'irrigation PPP /IPG dans la VFS**

La Commune: acteur incontournable... LE SEUL ?

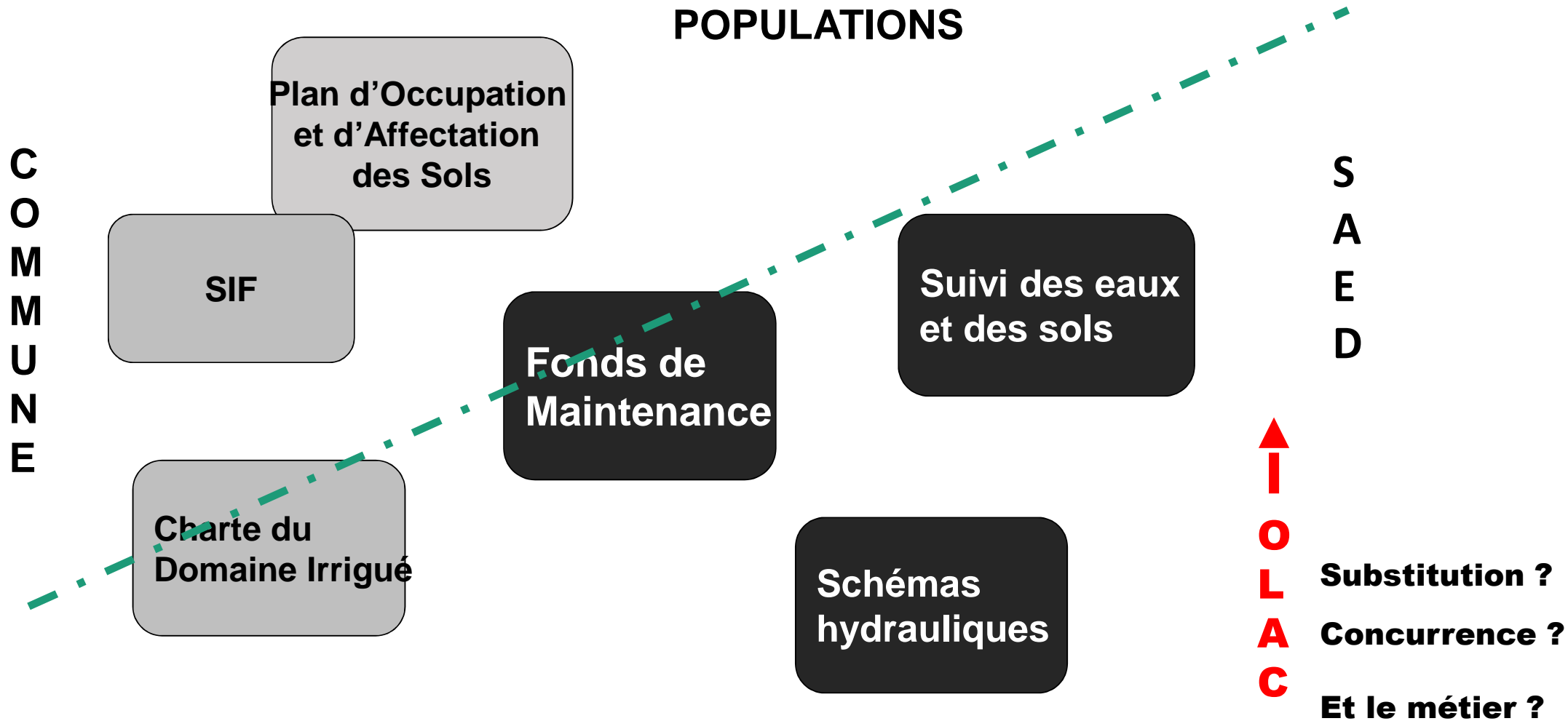
- **PPP : la durée de mise en œuvre questionne**

comment concilier des processus de négociation et de contractualisation qui prennent du temps et parfois dans l'ombre avec les délais des projets et les projecteurs des missions de supervision des PETF ?

- **P-IPG et leur insertion**

comment encadrer leurs interventions, faire respecter les outils de sécurisation, réduire les asymétries dans les négociations et sécuriser les populations ?

Sécurisation des ressources terre et eau pour le développement de l'irrigation: comment consolider le puzzle ?



JE VOUS REMERCIE